



**ARRETE MUNICIPAL n°2024-48**  
**Réglementation temporaire du stationnement**  
**des véhicules sur un emplacement GIG-GIC**  
**place de la mairie**

**Le Maire de la Commune de Grésy-sur-Aix,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2211-1 et 2, L.2212-1 et 2, L.2213-1 et 4, L.2215-1,

Vu le Code Pénal et notamment son article R.610-5,

Vu le Code de la Route et notamment son article R417-10,

Considérant qu'il y a lieu de réglementer le stationnement des véhicules pour assurer la sécurité et le bon déroulement d'interventions techniques sur le domaine public,

**ARRETE**

**Article 1 :** L'arrêt et le stationnement des véhicules seront strictement interdits, place de la Mairie, sur l'emplacement GIG-GIC matérialisé sur le plan en annexe :

- Le mercredi 27 mars 2024 à 07h00 au vendredi 29 mars à 18h00 ;

**Article 2 :** Une signalisation réglementaire sera mise en place à place de la Mairie et sur l'emplacement concerné par les services techniques de la commune afin de matérialiser l'interdiction.

**Article 3 :** Les contrevenants aux présentes dispositions seront poursuivis conformément aux lois et règlements en vigueur. Tous les véhicules en infraction à l'article 1 du présent arrêté municipal seront considérés en stationnement gênant au terme de l'article R417-10 du Code de la Route et pourront faire l'objet d'une mise en fourrière en application des articles R.325-1 et suivants du même code.

**Article 4 :** Sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté : Le Maire de la commune de Grésy-sur-Aix, le Directeur Général des Services, le Directeur des Services Techniques, la Police Municipale,

Copie adressée à ces personnes, ainsi qu'à :

- Brigade de gendarmerie d'Aix les bains

Fait à Grésy-sur-Aix, le 21 mars 2024

Le Maire,  
Florian MAITRE



Affiché/publié le : 25-03-2024  
Notifié à l'intéressé le : 25-03-2024  
Certifié exécutoire le : 25-03-2024

En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de Justice Administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours en annulation devant le Tribunal Administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de à la plus tardive des dates suivantes : publication/notification, réception par le représentant de l'Etat. Le Tribunal Administratif de Grenoble pourra être saisi via le dépôt d'une requête sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.



**Annexe arrêté municipal 2024-48**  
**Réglementation temporaire du stationnement**  
**des véhicules sur un emplacement GIG-GIC**  
**place de la mairie**

